

MAI 68 en France

(avant : 22 novembre 1966, publication « De la misère en milieu étudiant »)
(printemps de Prague 1967)
(mouvement de protestation contre la conscription aux U.S.A. - Convention démocrate de Chicago)
(provos à Amsterdam – Jeunes étudiants socialistes en Allemagne)

23 JANVIER

Grève à la Saviem de **Caen**, usine **occupée**, grève décidée par la **base**. **Émeute** avec **pillage** des magasins.

26 JANVIER

Clichés agrandis de policiers en civil dans le campus de Nanterre. **Affrontements** avec des policiers (**repoussés**). On parle des **enragés**.

27 JANVIER

Grève de **soutien** à Moulinex.

5 FEVRIER

Reprise du travail décidée par les **syndicats**.

FEVRIER

Émeutes étudiantes qui **occupent** le rectorat à Nantes.

MARS

Les métallurgistes de l'usine Garnier à Redon entraînent dans leur grève **victorieuse** toutes les entreprises de la ville, avec une **liaison indépendante des syndicats**

JEUDI 2 MAI

Le Professeur Raymond (chrétien progressiste) **empêché** de faire son cours. Plusieurs examens ont déjà été troublés et annulés par de petits groupes d'« enragés ».

Le doyen Grapin (extrême gauche) décide de **fermer** la faculté de Nanterre.

Les JCR (trotskystes), JAC (anarchistes), FER, Huma-nouvelle (maoïstes) forment le « mouvement du **22 mars** ». Base à Normale-sup.

VENDREDI 3 MAI

Meeting dans la cour de **La Sorbonne**. Daniel Cohn-Bendit, étudiant en sociologie à Nanterre, déclare "c'est la première fois que nous voulons". Un petit commando (150 à 400 personnes) **occupe** la Sorbonne contre l'extrême droite : le recteur Roche fait **évacuer** par la force et décide la fermeture de la faculté. 200 arrestations.

Émeutes au quartier latin. 1500 manifestants offensifs. Premiers blessés (480). Premières barricades. 500 arrestations supplémentaires.

SAMEDI 4 MAI

Le doyen Grapin, le doyen Zamansky et l'ancien recteur Capelle critiquent la violation du statut universitaire.

Déclaration de la municipalité (communiste) de Nanterre : « Certains groupuscules anarchistes, maoïstes, trotskystes composés en général de fils de grands bourgeois et dirigés par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit prennent prétexte à des carences gouvernementales pour se livrer à des agissements visant à empêcher le fonctionnement **normal** de la faculté ».

L'UNEF désavoue les « factions » et le PCF suit, mais le soir, devant l'ampleur des manifestations, décide la grève illimitée.

Épreuve de force entre le pouvoir et les étudiants, hésitations des communistes.

DIMANCHE 5 MAI

Condamnation à deux mois de prison ferme de quatre manifestants.

LUNDI 6 MAI

Matin : huit étudiants de Nanterre, dont Daniel Cohn-Bendit et René Riesel, sont convoqués par le rectorat en commission disciplinaire. Des professeurs dont le marxiste libertaire Henri Lefebvre, Alain Touraine et Paul Ricœur les accompagnent.

Les maoïstes appellent par des tracts à soutenir la « juste lutte des étudiants » pour « l'union des étudiants et des travailleurs pour un pouvoir populaire révolutionnaire » ; de même, le syndicat des enseignants du supérieur (SNESUP). Après-midi : L'Union des Étudiants Communistes (PCF) distribue deux tracts à la fac de médecine. Le premier « Nous voulons passer nos examens » (avec un meeting dans ce sens à l'intérieur de la fac). Le second « Ces faux révolutionnaires se comportent objectivement en alliés du pouvoir gaulliste. » Des manifestations de soutien aux étudiants parisiens ont lieu à Strasbourg et à Brest, tandis qu'au contraire à Dijon plusieurs centaines d'étudiants défilent aux cris de « Pas de Nanterre à Dijon ».

Manifestation qui tourne à l'émeute. Barricades place Maubert qui tiennent 3 heures. Les « enragés » tournent dans le quartier latin avec quelques-uns de l'UNEF. Bd St Germain dévasté, vitrines enfoncées, voitures brûlées en travers des rues, rues dépavées. Autour de la fac, on se bat jusqu'à 3h du matin (bd st Michel, Mo Maubert, Montparnasse) : 5000 manifestants, 500 blessés dont 300 policiers, 15 autobus HS.

MARDI 7 MAI

L'UNEF prend contact avec la Préfecture de Paris et demande la libération des étudiants arrêtés et la réouverture de la Sorbonne contre l'arrêt des violences. Manifestation longue et très **encadrée** par le service d'ordre de l'Union des Etudiants Communistes. De Denfert à Etoile, les étudiants font 20 Km. La manifestation se termine à 3h du matin. Seuls quelques enragés font des escarmouches. Quelques blessés. Discours de Peyrefitte le soir « Si le cycle de la violence est brisé, tout est possible »

MERCREDI 8 MAI

le gouvernement décide de rouvrir la Sorbonne. La Fédération Nationale des Grandes Écoles (gaulliste) se **rallie** au mouvement. Meeting à la Halle aux vins : Sauvageot (UNEF) et Geismar (SNES). Manifestation sans incident malgré les enragés qui s'estiment trahis. L'UNEF touchera 30 millions de Francs du gouvernement.

JEUDI 9 MAI

La Sorbonne n'est toujours pas complètement ouverte. Seating des « enragés » devant la Sorbonne pour **l'investir** en « Université critique ». Meeting des JCR à la Mutualité (3000 personnes) Intervention de Cohn-Bendit.

VENDREDI 10 MAI

Les étudiants en médecine se rallient au mouvement. Meeting le soir à Denfert Rochereau. Manifestation qui descend sur le quartier latin. Double rangée de service d'ordre entre les manifestants et la police. Le recteur de la Sorbonne reçoit les syndicalistes étudiants. Cohn-Bendit ressort en disant « nous n'avons ouvert aucune négociation ». Les étudiants **édifient des barricades** (jusqu'à une soixantaine) « en attendant ». Pour éviter une situation insurrectionnelle, la Préfecture donne à 2h et quart l'ordre de **prendre d'assaut** les barricades. 500 blessés. Plus de 400 arrestations. 200 voitures détruites. Incendies, rues dépavées.

Les **violences policières** retournent l'opinion. A Strasbourg, la faculté de lettres est occupée.

SAMEDI 11 MAI

Les manifestations se terminent à **5 heures du matin**. Le P.C.F. parle de grève générale. Les bulldozers déblaient le quartier latin. Pompidou rentre de voyage et appelle à la modération le soir même à la télévision : il annonce la réouverture de La Sorbonne et la **libération** des étudiants. On parle des situationnistes. Les murs se couvrent de graffitis.

DIMANCHE 12 MAI

Les syndicalistes passent la journée à la bourse du travail et décident de maintenir leur ordre de **grève**. Le gouvernement reporte les examens.

LUNDI 13 MAI

Pompidou retire la police de La Sorbonne, qui devient ouverte à tous. La grève syndicale est suivie à 40%. **Manifestation géante** de la gare de l'Est à Denfert-Rochereau avec des drapeaux rouges et noirs : « Dix ans ça suffit! ». Meeting le soir à la mutualité, Cohn-Bendit parle de « crapules staliniennes ».

MARDI 14 MAI

Une délégation de « L'union inter-fédérale des syndicats de police » est reçue par Christian Fouché, ministre de l'intérieur à la suite de l'allocution de Pompidou.

L'université de Strasbourg se déclare **autonome**. La Sorbonne et Nanterre sont **occupées en permanence** et également déclarées autonomes. Première assemblée générale de la Sorbonne qui élit son « comité d'occupation ».

Les ouvriers de l'usine Sud Aviation de Nantes en grève décident d'**occuper** leur usine, s'y barricadent en **enfermant** leurs dirigeants. Les étudiants de la ville marchent sur la préfecture qui accepte leurs demandes.

MERCREDI 15 MAI

Nombreuses **usines occupées** sur l'exemple de Nantes, ainsi l'usine Renault, de Cléon, dans la Seine-Maritime. Soutien du CNRS. Si les organisations avaient prévue une grève ponctuelle, elles sont démenties par le mouvement qui s'étend et se durcit.

Dans tout le pays, la parole se libère ; chacun selon sa sensibilité participe ou observe. Des dialogues intenses se nouent dans les rues, entre inconnus, et à travers les générations.

« Politique éclair » reproduit un tract qui était distribué au Quartier Latin tandis que défilait le cortège République-Denfert-Rochereau. En voici les extraits les plus édifiants : «Le gaullisme profond, le gaullisme du général De Gaulle condamne expressément le capitalisme. Il rejette la société capitaliste. C'est la clef de voûte de sa démarche politique ultime. Nous parlons dans le même esprit que les étudiants révoltés et révolutionnaires. Nous portons la même angoisse et la même volonté. C'est pourquoi, enfin, il existe, en vérité, une communauté de sentiments entre le grand et vieil homme qui dirige aujourd'hui l'État, et notre jeunesse passionnée qui abomine les partis de la compromission et de l'intégration à la société établie. Il existe une même horreur et un même dégoût de ce confort béat et médiocre des bien-pensants de l'opulence ». Le général De Gaulle a, selon l'auteur de ce tract, par dessus tout un souci qui est « la liquidation de la droite ». Et, il « a fait la démonstration de la manière dont on casse un ordre conservateur lorsqu'il a brisé les appareils bien établis qui faisaient obstacle à la décolonisation. » L'auteur de ces lignes est David Rousset, ancien trotskyste, qui est devenu un des porte-parole des Gaullistes de gauche devant les micros et les caméras de l'O.R.T.F.

JEUDI 16 MAI

Renault se met en **grève, avec occupation** des usines de Billancourt, Le Mans, Flins, Cléon. Mouvements aux NMPP. Les syndicats, débordés par la poursuite de cette grève spontanée s'organisent pour prendre le contrôle des piquets de grève.

Les lycées votent la grève du baccalauréat. Pompidou déclare : « le gouvernement fera son devoir » et crée un « Comité de Défense de la République » qui tracte : « Une entreprise de subversion menace la France ». Encerclement policier de l'ORTF.

Tract du comité d'occupation de la Sorbonne (appel pour l'occupation immédiate de toutes les usines en France et la formation des conseils ouvriers) : « L'humanité ne sera heureuse que le jour où le dernier bureaucrate aura été pendu avec les tripes du dernier capitaliste. »

« Cohn Bendit lance, hier soir, ses troupes à l'assaut du Théâtre de France. Comment faire la « Révolution culturelle » sans réformer le théâtre ? Cela s'est passé vers 23 heures, tandis que prenait fin la représentation des ballets américains de Paul Taylor. L'investissement se fit sans résistance et sur la porte d'entrée fut apposée cette pancarte: « Interdit aux bourgeois ». Puis Raymond Rouleau parut sur la scène ou il annonça que, désormais, le Théâtre de France serait administré par une commission tripartite qui comprendrait des ouvriers, des étudiants et des artistes et techniciens. On ignorait que cet acteur-metteur en Scène était un partisan des Soviets. En revanche on savait de longue date qu'il guignait la direction du théâtre de France. Comme on ne la lui accordait pas, il a profité des événements pour s'en emparer. Vers minuit arrivaient les codirecteurs du théâtre : Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud. L'un et l'autre haranguèrent les occupants. Le premier leur dit sa sympathie. Il leur expliqua ensuite qu'en ce moment l'ancien Odéon était un théâtre international dont toutes les recettes vont aux troupes de passage. Cet argument ne les convainquit pas. Alors la seconde intervint. Elle dit en substance : « Pourquoi vous en prendre à nous-mêmes qui sommes des vôtres. Nous avons joué Jean Genêt, Ionesco et Brecht. Vous feriez mieux d'aller occuper d'autres théâtres, les folies bergères par exemple ! »

VENDREDI 17 MAI

Essai de **prise** de l'ORTF dans la nuit. Pas de journaux. Multiplication des **occupations** d'usine : Rhodiaceta, Berliet, Usinor ... Les étudiants vont de la Sorbonne à Boulogne-Billancourt et sont **empêchée de rentrer dans l'usine par la CGT**. Grève à la SNCF. Les réservistes de la gendarmerie sont **rappelés**. Le Comité d'occupation de La Sorbonne démissionne face aux tentatives de contrôle des formations gauchistes.

Le P.C.F. Prend ses distance avec l'assaut contre l'ORTF. L'UNEF se désolidarise du mouvement. Des militants de base - des jeunes pour la plupart - ont décidé la **grève illimitée dans le temps avec occupation des locaux** comme en juin 1936. Non seulement par solidarité mais aussi par revendication. Ils réclament l'abrogation des Ordonnances concernant la Sécurité sociale, 600 francs de salaire minimum et la semaine de 40 heures.

SAMEDI 18 MAI

Discussions à l'ORTF pour se mettre en grève. Grèves avec ou sans occupation à la RATP, Poste et Téléphone, SNCF, Houillères de France, plus de 100 usines sont **occupées**. L'ancien Comité d'occupation de La Sorbonne se reforme rue d'Ulm sous le nom de Conseil pour le maintien des occupations. Déclaration de la C.G.T. qui met en garde contre « les provocations ». De Gaulle revient avant l'heure de son voyage en Roumanie.

DIMANCHE 19 MAI

Paralysie (transport, ordures) à Paris. Kermesses dans les usines occupées. Au soir, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. le Comité d'agitation culturelle a organisé une réunion au cours de laquelle Jean-Paul Sartre, Claude Roy, Kostas Axelos, Marguerite Duras, Max-Pol Fouchet et quelques autres ont été invités à prendre la parole. Quelqu'un dit au pape de l'existentialisme que s'il était « un piètre politicien, il était néanmoins un bon artiste ». L'auteur de la Nausée fit comme s'il n'avait pas entendu. Il couvrit de fleurs Cohn-Bendit et déclara que ce qui lui « semblait le plus important, c'est qu'actuellement les fils de la bourgeoisie s'unissent aux ouvriers ». Colin-Bendit était à Saint-Nazaire où les délégués des centrales syndicales lui ont **interdit** l'accès des usines occupées par les grévistes.

Dans la matinée de dimanche. le Président-général a reçu le premier ministre Pompidou, le ministre de l'intérieur Fouchet, le ministre des armées Messmer, le ministre de l'éducation nationale Peyrefitte, le ministre de l'information Gorse ainsi que le préfet de Police Grimaud. A la sortie de l'Elysée, seul le premier ministre consent à répondre aux journalistes qui l'assaillent de questions : « Le général De Gaulle dit : «oui» à la réforme, «non» à la chienlit ! » Ce nouveau mot n'est pas du tout apprécié par les dirigeants syndicalistes. Contrairement à l'attente générale, le président de la République ne s'adresse pas au peuple français. Il le fera le vendredi 24 comme prévu. Il veut parler après le débat sur la motion de censure déposée par la fédération Mitterrand et les communistes.

LUNDI 20 MAI

Les gaullistes relancent les Comités de Défense de la République. Grève totale des métros et autobus avec occupation des gares. 6 millions de grévistes, principalement avec **occupation** des lieux de travail. Cohn Bendit devait prendre la parole à Bruxelles où il avait été invité par des étudiants. L'accès du territoire belge lui a été interdit.

La C.G.T. qui a été un moment débordée sur sa gauche par les anarchistes et les maoïstes veut reprendre la situation en main. Elle entend l'exploiter à l'usine et au parlement, non dans la rue. Elle compte sur la « détermination » des masses, **prêche le calme** et lance une mise en garde contre tous les actes de provocation qui compromettrait l'essor d'un mouvement politique : « détermination contre provocation ». « L'Humanité » a un discours semblable. Elle dénonce « l'oeuvre de provocateurs visant à donner au gouvernement prétexte à répression ». La population de Paris est inquiète. Dès le lever du jour queues de clients devant les banques, les marchands d'essence, les magasins d'alimentation, les agences de la Caisse d'épargne. Le personnel de la société qui d'ordinaire transporte les billets de la Banque de France étant en grève, les établissements de crédit ont été dans l'impossibilité de verser à leurs clients toutes les sommes qu'ils voulaient retirer. On assure qu'il y a des réserves de carburant qui peuvent assurer 100 Jours de circulation mais, en même temps, on annonce que les membres du corps médical seront servis en priorité.

MARDI 21 MAI

La C.G.T. se dit prête à discuter avec le gouvernement et le patronat. Le Conseil des ministres adopte la loi d'amnistie des étudiants.

Aujourd'hui ce sont les grands magasins qui ferment leurs portes. Demain ce seront les chauffeurs de taxis qui ne sortiront pas leurs voitures des garages.

Il est plus facile d'énumérer les entreprises et les services publics et privés qui continuent à fonctionner que les entreprises et services publics et privés qui sont en grève. Le mouvement est d'ores et déjà plus important qu'en 1936. Il y aura plus de **10 millions de grévistes**.

Au Palais Bourbon, Pompidou est au premier rang, entouré de ses ministres. Il paraît las, amaigri et fort ému. Il sait qu'il va, durant de longues heures, faire figure d'accusé. Il va entendre de véhéments réquisitoires.

Waldeck Rochet a été le plus mauvais, Guy Mollet la plus incisif, Jacques Duhamel le plus brillant et le plus prudent. Les précisions de René Billières, ancien ministre de l'Éducation nationale et président du Parti radical socialiste, ont provoqué une mise au point de Georges Pompidou qui a été en la circonstance plus convainquant que les ergotages de Michel Debré qui répliqua à Guy Mollet.

Robert Poujade, secrétaire l'U.D.Vè République est intervenu. On sent qu'il a pour mission d'apaiser le ressentiment des fonctionnaires de la police qui ont été ulcérés par la brève allocution prononcée par Pompidou le soir même de l'émeute du quartier latin.

Un seul incident. A l'ouverture de la séance de nuit, le vice-président Peretti lit une lettre adressée au président de l'Assemblée. Dans ce message, le chef des gaullistes de gauche annonce qu'il se démet de son mandat du Vè arrondissement de Paris parce que, n'ayant pu convaincre le groupe gaulliste de voter la motion de censure, il aime mieux abandonner son mandat « ne voulant pas apporter une voix d'appoint à l'opposition et ne pouvant se résoudre à accorder sa confiance à des ministres dont les fautes ont mis en danger le régime et le général De Gaulle lui-même. » Applaudissement sur les bancs des fédérés. Ce qui indigné l'inconditionnel de Grailly qui s'entend dire par Gaston Defferre : « nous voulions féliciter pour son courage M. Capitant qui a préféré se démissionner plutôt que de trahir son idéal. »

MERCREDI 22 MAI

Cohn-Bendit est interdit de séjour en France.

Dix millions de salariés ne travaillent pas (en grève ou empêchés de travailler).

Pompidou se déclare **prêt à négocier** avec les syndicats. La CGT se désolidarise de l'UNEF. La motion de censure déposée par les députés communistes et ceux de la Fédération Mitterrand n'a pas été adoptée. Il s'en est fallu de 11 voix.

Le plus pertinent a été Giscard d'Estaing, bien qu'au moment du scrutin il n'ait pas abandonné la majorité. Il a encore une fois fait au gouvernement l'aumône de son appui. Ce gouvernement que l'Assemblée nationale n'a pas censuré va être épuré par le Chef de l'état et le Premier ministre. Il est de plus en plus question d'un remaniement ministériel. François Missoffe, ministre de la Jeunesse et des Sports ; Pierre Messmer, ministre des Armées ; Alain Peyrefitte, ministre de l'Éducation nationale ; Georges Gorse, ministre de l'Information ; Louis Joxe, ministre de la Justice seraient congédiés. Parmi les membres du gouvernement qui ne seraient pas évincés certains changeraient d'affectation.

Dans la nuit, les Assemblées ont voté à main levée l'amnistie des étudiants arrêtés entre le 1er février et le 15 mai dans les manifestations contre l'enseignement.

Le gouvernement n'a plus prise sur le pays. Georges Pompidou charge Jacques Chirac, qui va traverser Paris avec un revolver, de négocier avec Henri Krasucki de la CGT.

JEUDI 23 MAI

Nouvelles **émeutes** au quartier latin. On scie des arbres pour faire des barricades. Les « Katangais » de la Sorbonne racontent qu'un jour il « feront sauter la baraque ».

La FNSEA annonce une manifestation pour le 24 mai. L'union intersyndicale de la Préfecture de Police et de la sûreté nationale regrette « que la loi du 28 septembre 1948 leur interdise de participer au mouvement revendicatif actuel ». La CFDT se déclare solidaire des étudiants. La CGT appelle à deux manifestations pour le lendemain, tandis que l'UNEF appelle à 4 manifestations.

Estimant que le « football » français devait faire sa révolution « structurale » des joueurs de ballon rond sont allés occuper le siège de la Fédération française de football.

Des écrivains, également partisans de la révolution culturelle et « structurale » se sont enfermés dans l'hôtel de Massa, siège de la Société des Gens de Lettres qui a fort mal pris cette occupation et saisi la Justice.

VENDREDI 24 MAI

Discours du général de Gaulle sans grand effet. Il annonce la tenue d'un référendum. Cette allocution a ajouté au mécontentement et raidit la détermination des syndicalistes. A Paris, deux défilés CGT (Bastille - Carrefour Caumartin et Place Ballard et Porte de Choisy) se sont déroulés dans le calme.

Manifestations antigouvernementales organisées dans tous les centres agricoles. Elles ont été dans l'ensemble suivies. Aucun incident grave à signaler.

C'est sur l'initiative de l'Union nationale des étudiants qu'ont eut lieu à Paris et dans les villes universitaires des manifestations en faveur de Cohn-Bendit.

La CGT avait demandé à ses adhérents de **s'abstenir**. La Confédération Démocratique Du Travail avait donné une consigne contraire.

Les 4 manifestations de l'UNEF se sont rassemblées gare de Lyon. **Participation massive des ouvriers**. Là, les manifestants se scindèrent en plusieurs groupes qui partirent les uns à l'assaut du quartier latin, les autres en direction de Bastille. Ils rejoignent la Bourse afin d'y détruire le « temple du veau d'or » que, par deux fois, ils tentent d'incendier. Des émeutiers s'étaient munis de scies à moteur qui leur permirent d'abattre des arbres et d'édifier des barricades. Il y en a eu rue de Lyon, place de la Bastille, boulevard Saint Germain, rue Monge, rue des Écoles, place Denfert Rochereau. Trois postes de police furent **assiégés, investis et saccagés**.

En province, d'autres manifestations d'étudiants contre l'interdiction de séjour en France de Cohn Bendit sont **violentes**, surtout à Lyon et à Nantes, mais aussi à Bordeaux et à Strasbourg. Un mort à Paris, un mort à Lyon (un commissaire de Police écrasé par un camion)

SAMEDI 25 MAI

Front commun du gouvernement et des organisations bureaucratiques pour interdire les manifestations et pour **négozier**.

La contestation s'étend à tous les secteurs et aux modérés. Quelques grévistes travaillent pour le mouvement. D'autres se mettent en grève par solidarité.

LUNDI 27 MAI

Le gouvernements et les syndicats négocient la reprise du travail en échange de fortes augmentations (35 % pour le salaire minimum)

Séguy va exposer aux ouvriers de Boulogne-Billancourt les accords de Grenelle et **se fait huer**. Les politiciens de gauche, François Mitterrand et Pierre Mendès France, avec les organisations syndicales modérées : CFDT, FEN, UNEF, se réunissent en meeting au stade Charlety pour proposer un gouvernement provisoire, dans l'indifférence générale.

MERCREDI 29 MAI

Nombreuses manifestations à l'appel de la CGT pour un « **gouvernement populaire** ». En ordre. Vacance visible de l'État.

Les « Services d'Action Civique », (police parallèle mis en cause dans des violences électorales, composée de rescapés de la guerre d'Algérie et des services d'ordre du parti gaulliste), agglomèrent des malfrat libérés pour faire des opérations « coup de poing » instituant un climat de petite criminalité. Ils organisent la manif du lendemain.

JEUDI 30 MAI

Discours à la radio de De Gaulle qui se maintient et fait circuler ostensiblement des **militaires** en périphérie parisienne. A la demande de Pompidou, il annonce des élections législatives. Manifestation gaulliste sur les champs Élysées.

Dans un communiqué, le Parti communiste marxiste-léniniste de France dénonce alors les « accents d'apprenti dictateur » de De Gaulle, comparé à Napoléon au moment du 18 Brumaire et met en garde les travailleurs contre « le danger fasciste », tout en pointant la responsabilité des « révisionnistes », c'est-à-dire de la direction du PCF et de la CGT.

VENDREDI 31 MAI

L'essence revient dans les stations-services ; la presse rapporte que des chars convergent vers Paris et que des unités en armes se regroupent au camp de Frileuse. La police et l'armée reprennent possession d'émetteurs de l'ORTF occupés.

MARDI 5 JUIN

Communiqué de la CGT appelant à « la **reprise du travail** dans l'unité ».

Après des élections organisées dans les entreprises et souvent truquées pour pousser, branche par branche, à la reprise du travail, alors que la base, depuis le 27, avait rejeté unanimement les accords de Grenelle, les syndicats laissent la place aux CRS pour chasser les derniers récalcitrants et éteindre ici ou là les derniers brasiers de révolte. Les grèves cessent progressivement.

MERCREDI 6 JUIN

Les employés des **banques** et des **assurances** reprennent le travail. La **CGT** fait reprendre progressivement les lignes SNCF et RATP, ainsi que les P. et T.

Les CRS expulsent les techniciens de France-Inter et les ouvriers de Flins.

JEUDI 7 JUIN

Tentatives d'assaut des ouvriers de Flins pour reprendre l'usine. Les étudiants sont empêchés de les rejoindre. Sentiments que la fête est finie.

LUNDI 11 JUIN

Attaque par les CRS de l'usine occupée de Sochaux. **Tirs** dans la foule : 2 ouvriers tués.

Une troisième « nuit des barricades » au Quartier latin les 11 et 12 juin n'est plus que le fait d'irréductibles.

MARDI 12 JUIN

Nuit **d'émeute** à la suite de la **mort** d'un étudiant lors de la tentative sur Flins.

A partir du 13 juin

Interdiction des groupes trotskistes, maoïstes et « du 22 mars ». Négociations des étudiants de la Sorbonne qui **évacuent**.

16 et 17 juin

De nombreux journalistes grévistes de l'ORTF sont licenciés, tandis que la répression s'abat sur certaines figures du mouvement, tel Daniel Cohn-Bendit, interdit durablement de séjour.

« L'Humanité » appelle à « la **reprise** victorieuse du travail ». Renault, Rhodiaceta, Citroën reprennent.

Rentrée universitaire de septembre : une partie du SAC créera le syndicat d'extrême-droite UNI.

Les élections assurent une majorité écrasante à De Gaulle, qui change de premier ministre. Redevenu député du Cantal, Georges Pompidou accepte la présidence d'honneur du SAC, qu'il occupera jusqu'à son élection à la présidence de la République. La même année, le préfet de police Maurice Grimaud transmet au ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin plusieurs curriculum vitae de personnages ayant encouru une condamnation et qui ont adhéré récemment au SAC. Marcellin transmet l'information à Georges Pompidou. Le ministre envisage une auto-dissolution du SAC, mais le parti préfère procéder à une silencieuse épuration. Le tirage du bulletin « Action civique » destiné aux adhérents est alors de 10 000 exemplaires. Il redescend à 7 000 en , après l' « épuration » effectuée par Pierre Debizet et les autres départs.